

L'ALLEMAGNE NOTIFIE AUX NEUTRES QU'ELLE TORPILLERA TOUT

HUITIÈME ANNÉE. — N° 2271.

LE NUMÉRO : 10 CENTIMES. — ÉTRANGER : 20 CENTIMES

Vendredi 2 février 1917.

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
Paris. — Un an, 35 fr. 6 mois, 18 fr. 3 mois, 10 fr.
Étranger. — Un an, 70 fr. 6 mois, 36 fr. 3 mois, 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Administration: 88, Champs-Élysées, Paris
Téléphone : Wagram 57-44 et 57-45

Rédaction : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gut. 02.73 - 02.75 et 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Le déménagement du député kienthalien Brizon par M. Cochon fut pittoresque



On sait que M. Brizon, député de l'Allier, ayant eu des difficultés avec son propriétaire au sujet du chauffage de son appartement, M. Cochon et cent douze de ses amis l'ont déménagé à la cloche de bois. Voici une photographie unique de cet événement, prise au moment où la voiture emportait les meubles: M. Cochon; M. Brizon. — Voir l'article page 6.

Ayuntamiento de Madrid

DRAME DE FAMILLE - ET DE CONSCIENCE

Bien dramatique cette situation de famille qui nous a été révélée, avant-hier, par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris ! Elle est intéressante en soi, par le débat de conscience qu'elle nous permet d'imaginer. Mais, elle l'est plus encore parce qu'elle nous laisse entrevoir, dans les familles, une quantité de conflits analogues, entre le sentiment du devoir, d'une part, l'amour, la tendresse et l'intérêt, d'autre part, que la guerre détermine chaque jour.

Une femme dont le mari est mobilisé depuis le début de la guerre le voit tout à coup apparaître au domicile conjugal. En permission régulière ? Non. Avec les précautions, l'allure louche, la mine anxieuse d'une bête traquée. En déserteur qui, pris soudain de folie panique, ou peut-être rendu lâche et misérable par l'amour, est venu secrètement, de nuit, rejoindre sa femme, se cacher près d'elle.

Que pouvait, que devait faire cette femme lorsque, sa porte ouverte au revenant et la première étreinte dénouée, elle reprit son sang-froid, eut connaissance de la véritable situation et put se rendre compte du honteux manquement au devoir ?

Dénoncer et livrer son mari, si la tendresse de l'épouse, son honnêteté, sa pudeur patriotique, le souci de la réputation familiale et de l'avenir des enfants n'ont pas réussi à lui faire entendre raison ?

Oui ! répondit d'abord, avec une farouche intransigence et une sévérité toute cornélienne, le tribunal correctionnel devant lequel les premières poursuites eurent lieu. Car la malheureuse créature, peut-être consentante par amour ou faiblesse, peut-être simplement craintive, en tout cas torturée, n'avait pas eu la force morale de rouvrir sa porte pour renvoyer au devoir le visiteur coupable. Et si éteintes qu'aient été leurs voix, si feutrés que se soient faits leurs pas et si prudents leurs gestes, les voisins du couple ne tardèrent pas à soupçonner la présence clandestine, et la police en fut informée.

Non ! vient de décider, avec une plus juste notion de l'humanité moyenne, ordinaire, « courante » si l'on peut dire, et des sentiments conjugaux, la Cour d'Appel où l'affaire fut portée.

Par son arrêt, elle reconnaît que, si répréhensible que soit, en ces heures tragiques, le silence de l'épouse, légalement elle ne possédait aucun moyen de mieux faire : 1° Elle n'avait pas le droit de quitter le domicile conjugal ; 2° Elle n'avait pas le droit d'en chasser son mari. Quant à le signaler à l'autorité militaire, évidemment cela aurait mieux valu, proclame pour le principe, mais sans foudroyer la délinquante, la Cour d'Appel plus indulgente que le simple tribunal aux faiblesses et aux perplexités du pauvre cœur humain. Certes, il l'aurait fallu, mais...

Peut-être s'agissait-il d'une femme très aimée, très aimante, subjuguée par le mari ou par le bonheur inattendu qu'il lui apportait, prisonnière de sa passion ou de ses terreurs ? Peut-être, aussi lâche que lui et indifférente au devoir, était-elle réellement complice de sa désertion ? Les détails n'ont rien révélé de précis dans l'ordre des sentiments. L'ignore à quelle catégorie morale appartient la femme poursuivie. A-t-elle blâmé, supplié, menacé ? A-t-elle eu le déchirement des longues hésitations ?

Il est possible que, dans ce cas particulier, il n'y ait eu aucun débat de conscience parce qu'il n'y avait pas de conscience, parce que le patriotisme, la morale, le sentiment du devoir n'étaient peut-être pas plus impérieux chez la femme que chez l'homme.

Mais transposons la situation dans un autre milieu, chez des gens n'ayant pas l'accoutumance du mal, de la vilénie, de la bassesse, vivant d'ordinaire avec droiture et probité. La guerre, qui a suscité tant d'héroïsmes imprévus, nous a parfois montré aussi quelques faiblesses insoupçonnées. On peut donc imaginer telle famille où, durant la paix, tout le monde a vécu d'une manière irréprochable et où, par tel ou tel de ses membres, les devoirs de la guerre ont été accomplis avec moins de rigueur.

Dans les familles où l'on a l'habitude d'une vie morale assez haute, la désertion — si rare dans la noble France d'aujourd'hui — est bien improbable, même dans un coup de folie ou dans une crise de dépression physique. Et si,

par impossible elle se produisait, quelles perplexités, quels débats de conscience chez les mères et les épouses de telles familles !

Mais sans aller jusqu'au cynisme de ce crime contre la patrie, de cette trahison brutale envers la collectivité, il y a le manquement sournois et retors au devoir. A côté de ceux qui fuient, il y a ceux qui rusent et se dérobent. Il y a ceux qui, trop malins pour venir se cacher dans l'armoire ou la penderie de leur femme, se sont ingénies, en jouant de toutes les ficelles et de toutes leurs relations, à se mettre à l'abri, à se tenir bien au chaud et en lieu sûr là où ils ne devraient pas être : gars solides, costauds, musclés, resplendissants de fraîcheur, très sportifs, que la guerre a soudain rendus mous, bronchiteux, casaniers, et qui n'attendent que la paix pour recommencer leurs joyeux tours de France à bicyclette, pour rebondir sur les planches des salles d'armes et de boxe.

Sans doute on ne peut exiger que les femmes des gaillards de cette trempe dénoncent leurs subterfuges ! Mais soyons certains que, chez beaucoup d'entre elles, le patriotisme, la morale, le sentiment de l'égalité et de la justice luttent, au profond de leur cœur, contre l'égoïsme de l'amour et de l'intérêt, contre le désir de quiétude.

Que de luttes secrètes on devine dans certains ménages ! Que de honte et de mépris dans l'âme de certaines femmes, de certaines jeunes filles, sœurs ou fiancées ! Même chez celles qui se défendent mal contre un certain soulagement venu d'une sécurité familiale mal acquise, leur son de voix, leur attitude ont quelque chose d'offensant pour le mari, le fils, le frère qu'elles ont une raison de ne plus estimer. Dans certains regards mystérieux et furtifs que l'on surprend, on discerne les plus poignants drames de famille et de conscience.

Georges LECOMTE.

Ce que l'on dit

En attendant...

L'alcool a l'air de passer un vilain moment : on prétend interdire son exportation, on voudrait réduire le nombre des débits... mais j'ai comme l'idée qu'il s'en tirera : il est très fort.

Il y a quelques années, un de mes amis, qui habitait l'un des arrondissements occidentaux de Paris et prenait parfois des auto-taxis pour se rendre à ses affaires, s'aperçut qu'une fois sur deux le chauffeur qui le conduisait était plus rapide que le chameau, vaisseau du désert, mais beaucoup moins sobre : la circulation dans les rues de Paris — c'était avant la guerre — est suffisamment hérissée d'obstacles dangereux pour qu'il ne paraisse point sage d'ajouter à ces périls celui de les affronter d'une tête dépourvue de sang-froid et d'une main qui pourrait bien n'avoir plus sa fermeté. Mon ami fit sa petite enquête et découvrit que la station des auto-taxis avait été établie à un coin de rue où se trouvaient deux débits. Et, dame, les chauffeurs, en attendant le client...

Mon ami jouissait de quelque influence : il obtint que la station fût déplacée de quelques centaines de mètres et transportée dans un lieu plus éloigné des tentations. A compter de ce jour, tout marcha comme sur des roulettes, comparaison d'autant plus juste, au bout du compte, qu'il s'agit de voitures : les chauffeurs avaient reconquis toute la lucidité de leur coup d'œil, toute la limpidité de leur cerveau.

Mais, un beau jour, tout fut de nouveau changé, ou plutôt tout se passa comme devant : mon ami entra, par l'intermédiaire du char qui le portait, en contact violent avec un réverbère. Que s'était-il passé ? Mon Dieu, c'est bien simple : le moment des élections générales approchait, et les débits, qui étaient encore plus influents que mon ami, avaient obtenu que la station de voitures fût remise devant leurs établissements... L'alcool s'en tirera, vous verrez !...

Pierre MILLE.

M. Alfred Capus, de l'Académie française, passe présentement des heures sans joie. Le jour solennel où il viendra, comme on dit, "prendre séance" sous la Coupole, approche. Et donc M. Alfred Capus a entrepris d'écrire l'éloge de son prédécesseur.

Or, son prédécesseur fut M. Henri Poincaré, qui s'éleva tellement au-dessus des autres mathématiciens que, dans toute l'Europe, deux ou trois cerveaux seulement pouvaient comprendre ses calculs.

M. Alfred Capus n'est pas étranger aux sciences. Il fut même, sauf erreur, élève de l'Ecole des mines. Mais, heureusement pour nous, il s'en est beaucoup éloigné.

S'étant fait apporter les œuvres de M. Henri Poincaré, il les a regardées avec une grande conscience et

un extrême respect. Il y a trouvé des chapitres entiers où il n'y a pas un seul mot. Il n'y a que des chiffres, des lettres séparées, des signes : des formules, enfin.

Et il a dit :

— Ces choses-là ne seront drôles que lorsque j'en aurai parlé.

Un de nos grands confrères du soir ayant fait observer, hier, que la température de la Chambre atteignait 23 degrés au-dessus de zéro, et que les députés réunis consumaient 3.000 à 4.000 kilos de charbon par jour, la questure fut en émoi.

— Nous dépensons, en effet, beaucoup de charbon, disait un questeur, mais nous fabriquons notre électricité... Il fait trop chaud dans la salle des séances, c'est vrai, mais ce n'est pas notre faute : M. Pierre a froid.

L'excellent secrétaire général de la présidence de la Chambre est, en effet, extrêmement frileux. Toutefois, il serait excessif de dire que c'est uniquement pour le réchauffer qu'on brûle 3.000 kilos de charbon par jour.

La baronne de Fontenay, qui vient de mourir à un âge fort avancé, était un des derniers témoins qui eussent pu nous parler encore de Balzac.

Fille du docteur Nacquart, qui fut l'ami et le médecin du grand romancier depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort et qui lui survécut longtemps, Mme de Fontenay aurait pu apporter une importante contribution à sa biographie, si sa discrétion n'eût été aussi ferme que sa mémoire était précise. Peut-être a-t-elle laissé des souvenirs écrits que nous trouverons un jour.

LE FIGURANT

— Vous me croirez si vous voulez, m'a dit ce grand et gros homme, mais je mange plus que ma femme. Et ce que j'en fais n'est pas pour le plaisir de jeter mon argent par la fenêtre ou pour embêter M. Herriot. Bien que, entre nous, décréter l'égalité des appétits soit une de ces audaces devant lesquelles la Révolution elle-même a reculé. Seulement, je mesure 30 centimètres de plus que ma femme, rien qu'en hauteur, et je travaille beaucoup, tandis qu'elle ne fait rien.

« C'est pourtant elle — parce qu'elle peut déjeuner tranquillement à la maison — qui aura le droit de manger de tout et en telle quantité qu'il lui plaira. Et moi, le pauvre bougre qui mange dehors pour ne pas perdre une heure de travail, je devrai, tous les jours, serrer ma ceinture d'un cran.

« Notez que je ne récriminerai pas contre ce maximum de deux plats si leur capacité était en raison directe de celle de mon estomac. Mais tant que les restaurants continueront à nous servir, dans des assiettes aux proportions réduites, une noix de côtelette avec trois pommes de terre autour, ou une noix de veau baignant dans une cuillerée d'oseille, ce ne sera suffisant ni pour ma taille, ni pour la somme de travail que je fournis.

« C'est pourquoi, à partir du 15 février, je vais m'assurer d'un convive figurant. Et quand la profession sera connue, il n'en manquera pas. Pour moi, je compte réquisitionner un de ces malheureux gosses que l'on voit traîner partout et à qui, paternellement, je ferai servir une bonne soupe. Je lui abandonnerai même une part de dessert, ne gardant intacts pour moi que les quatre plats de résistance.

« En fait d'économie, par exemple, je dépenserai 30 francs de plus par mois. Aussi, quand on parlera d'économies, il faudra me laisser rire. »

Je ne suis pas certaine que ce gros homme ait tort. — H. DU TAILLIS.

Une nouvelle scie.

Les conducteurs des trains du Métro ont coutume, lorsque les voyageurs abondent sur le quai, de leur crier : "Pressons, messieurs-dames, pressons !"

Et jusqu'ici les voyageurs ne répondaient rien. Ils "pressaient", et puis se laissaient presser en silence.

Mais, depuis quelques jours, il arrive que l'un d'entre eux réponde : "Pousse, Germaine, pousse !"

Si quelqu'un était curieux d'apprendre quelle est cette Germaine, que dans toutes les gares on invite ainsi à pousser, voici qui le contentera :

L'autre soir, à la station Concorde, le signal du départ était déjà donné, lorsque deux petites midinettes se ruèrent vers un wagon plein. D'une voix suraiguë, la plus grande cria : "Pousse, Germaine, pousse !" Germaine, de ses épaules menues et de ses coudes pointus, fit tant qu'elle réussit à creuser une place pour elle et sa compagne dans le bloc fortement soudé que composaient douze gros messieurs et six "poilus". Les douze gros messieurs parurent furieux. Les six poilus, enchantés. A chaque station, ils se mirent à crier : "Pousse, Germaine, pousse !" D'autres les imitèrent, et le train, à travers la nuit, emporta des voyageurs hilares, jetant le nom de Germaine à tous les échos du tunnel.

Voilà. C'est une nouvelle scie. Elle durera ce qu'elle pourra.

LE VEILLEUR.

L'ALLEMAGNE NOTIFIE AUX NEUTRES QUE DÉSORMAIS TOUS LES MOYENS LUI SONT BONS ELLE TORPILLERA TOUT, ET SANS AVERTISSEMENT

En avril 1916, le président Wilson estimait que la continuation de la guerre sous-marine obligerait les États-Unis à intervenir. Le 31 janvier 1917, l'Allemagne répond qu'elle torpillerait tout. Que vont faire les États-Unis ?

Si le gouvernement impérial a l'intention de poursuivre la guerre sous-marine impitoyablement et sans distinction contre les navires de commerce, sans égard pour ce que le gouvernement des États-Unis considère comme les dispositions sacrées et inattaquables en droit international et comme les principes d'humanité unanimement reconnus, le gouvernement des États-Unis devra finalement en tirer la conclusion qu'il ne lui reste qu'une voie à suivre.

A moins que l'Allemagne n'annonce immédiatement qu'elle abandonne ses méthodes d'attaques sous-marines actuelles contre les navires transportant des passagers et des marchandises, les États-Unis n'auront d'autre choix que la rupture des relations diplomatiques.

(Note du président Wilson au gouvernement allemand. — Avril 1916.)

A partir du 1^{er} février, les empires centraux s'emploieront sans nouvel avis et par tous les moyens à interrompre le trafic maritime autour de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, ainsi que dans la Méditerranée orientale, dans les zones prohibées qui sont spécifiées et que publiera le « Journal officiel ».

Les navires neutres, actuellement mouillés dans les ports des zones prohibées, seront autorisés à quitter ces ports avant le 5 février et à suivre des routes plus courtes pour arriver en eaux libres.

Les puissances centrales ont également adopté des dispositions pour accorder le délai voulu aux navires neutres à destination de ports d'une zone prohibée qui, à la date du 1^{er} février, se trouveront à peu de distance de cette zone.

(Note du gouvernement allemand aux gouvernements neutres. — 31 janvier 1917.)

Nos ennemis jouent quitte ou double

L'Allemagne a répondu au président Wilson. Quelle réponse ! Le président Wilson avait demandé aux belligérants de faire connaître leurs buts de guerre. L'Allemagne ne fait connaître que ses moyens de guerre, qui sont contraires non seulement au droit des gens et aux lois de l'humanité, mais encore aux prescriptions formelles que les États-Unis lui avaient imposées.

La nouvelle réglementation de la guerre sous-marine que le gouvernement impérial annonce à grand fracas doit être considérée sous un triple aspect : les effets de politique intérieure qui sont cherchés ; les fins de politique étrangère qui sont poursuivies ; et enfin les résultats pratiques qui peuvent être atteints.

Au point de vue intérieur, il n'est pas douteux que, par la proclamation de la guerre sous-marine à outrance, les dirigeants allemands cherchent à galvaniser l'opinion publique et à donner une contre-partie à la déception que l'échec de l'offre de paix du 12 décembre lui a apportée. C'est le système, ce sont les principes de l'amiral de Tirpitz qui triomphent. Il s'agit d'entraîner tout le peuple germanique dans une sorte de vaste ronde des morts et de lui faire oublier ses souffrances par l'image des maux terribles qui doivent être infligés à l'ennemi. Il s'agit, en même temps, de surexciter l'orgueil national par l'idée d'un défi jeté au monde entier. Si l'Allemagne succombe, ce ne sera qu'après avoir provoqué l'univers.

Cette utilisation et cette exaltation de la fureur teutonique, c'est la partie psychologique de la manœuvre que tente aujourd'hui le gouvernement impérial. Il ne faut pas oublier que le désir de la paix reste et restera dorénavant son grand moteur et l'élément essentiel de toutes ses décisions. En décrétant, non pas un blocus inapplicable, mais la terreur sous-marine, c'est avant tout sur les neutres que l'Allemagne s'efforce de peser. C'est à eux qu'elle veut rendre le fardeau de la guerre encore plus insupportable, et elle spéculé sur leur lassitude pour les déterminer à intervenir plus activement en faveur de la cessation des hostilités.

Jusqu'à quel point ce calcul est fondé, c'est ce que nous saurons bientôt. Pour sortir d'une situation de plus en plus intenable, les Allemands jouent cette carte désespérée. Non seulement ils ne craignent pas de pousser les neutres à l'exaspération, mais encore ils provoquent cette exaspération dans l'idée de les amener à collaborer à une paix plus prompte. En d'autres termes, ils jouent quitte ou double.

C'est vis-à-vis des États-Unis surtout que cette manœuvre est sensible. L'idée qu'on nourrit à Berlin, c'est que le président Wilson a entrepris ses suggestions pacifiques surtout parce qu'il

craignait de se voir entraîné dans le conflit par suite de la prolongation des hostilités. « Nous sommes sur la frontière de la guerre », avait dit M. Lansing pour expliquer le manifeste du président. L'Allemagne, en serrant les États-Unis un peu plus près encore de cette frontière, en les mettant au pied de ce mur, semble parier pour l'invincible répugnance de M. Wilson à entrer dans la lutte.

Jeu éminemment dangereux ! Les déclarations de M. Wilson au sujet de la guerre sous-marine ont été si précises, elles laissent si peu de place à des discussions nouvelles qu'en essayant d'exploiter les idées pacifiques de la Maison-Blanche, l'Allemagne risque fort d'amener la rupture devant laquelle l'Union a reculé jusqu'ici. En jouant la carte du pacifisme de M. Wilson, l'Allemagne l'insulte doublement : elle paraît croire que le président oubliera les déclarations solennelles qu'il a faites et les avertissements qu'il a donnés et, en même temps, qu'il restreindra ou qu'il arrêtera les fournitures de guerre que l'Amérique livre aux Alliés.

Il n'est pas croyable que ce calcul réussisse. Malgré les satisfactions apparentes données aux neutres, le trafic des non-belligérants va se trouver gravement entravé. Les neutres ne pourront plus communiquer avec la mer libre que dans les conditions les plus précaires et les plus pénibles. Le chenal qui leur est réservé rendra pour eux la navigation presque impossible. Déjà tous les symptômes d'une véritable révolte contre ces prétentions exorbitantes apparaissent en Hollande, au Danemark, en Espagne, en Suisse même, dont les approvisionnements par la voie française se trouvent menacés. L'indignation des États-Unis ne manquera pas d'être encore plus vive. Cette fois-ci, le gant que jette l'Allemagne pourrait bien être relevé.

Pratiquement, d'ailleurs, il est invraisemblable que l'Allemagne, malgré l'augmentation de sa flotte sous-marine, soit en mesure de tenir efficacement l'espèce de blocus idéal qu'elle a décrété. Elle pourra faire des exemples, c'est-à-dire des victimes : il est matériellement impossible qu'elle barre le passage sur le vaste périmètre marin qu'elle a dessiné sur la carte.

C'est pourquoi les Alliés, pour ce qui les concerne, tout en prenant au sérieux cette nouvelle déclaration de guerre impitoyable et cette menace, n'en sont nullement effrayés. Là aussi l'effet de terreur cherché par les Allemands ne donnera pas ce qu'ils en attendent. Cette aggravation de la guerre sous-marine était prévue. Les moyens d'y répondre ont été envisagés et des mesures appropriées ont déjà été prises : la conférence navale de Londres a eu précisément pour objet de résoudre ce problème. L'Allemagne tente une nouvelle offensive maritime où il y a une part de bluff et une part de réalité. La défensive ne chômera pas, et l'Allemagne s'apercevra bientôt qu'elle n'est pas la maîtresse des mers.

Nos bateaux se défendront comme l'honnête homme assailli au coin d'un bois !

Ainsi s'est exprimé, hier, au Sénat, l'amiral Lacaze, ministre de la Marine

Répondant, hier, au Sénat, à une interpellation de M. d'Estournelles de Constant sur les responsabilités du gouvernement dans les surprises de la guerre sous-marine, l'amiral Lacaze a fait des déclarations qui ne manqueront pas d'avoir leur répercussion au dehors.

Après avoir rappelé qu'au début de la guerre nous possédions, au moins sur le papier, une cinquantaine de sous-marins, alors que les Allemands en avaient 26 et les Autrichiens 6, le sénateur de la Sarthe avait manifesté son étonnement que nous n'en ayons pas augmenté le nombre, alors que les Allemands ont porté le leur entre 200 et 250.

L'amiral Lacaze fut très clair dans sa réponse : il envisagea les effets possibles de la déclaration de blocus.

« Cette déclaration correspond, dit-il, à ce que les Allemands tâchent de faire depuis toujours.

« Le monde doit savoir que les Allemands ont tenté toujours, depuis le début de la guerre, de nous bloquer sans tenir compte des engagements d'humanité pris à La Haye, sans mettre en sécurité les passagers et équipages non combattants. Nos ennemis n'ont pas hésité à jeter des équipages et des passagers dans de frêles embarcations, abandonnées aux flots par les tempêtes les plus épouvantables, loin des côtes.

« Qu'est-ce que les Allemands, demain, pourront faire de plus horrible que cela ?

« La déclaration d'aujourd'hui ne nous émeut pas. Tous, militaires, marins et civils, nous conserverons le même calme devant les horribles forfaits de nos ennemis. »

Le ministre de la Marine affirma que nous ne négligeons aucun moyen de défense.

« Nous armons et nous armerons nos navires de commerce d'un armement uniquement défensif, déclara l'amiral Lacaze ; nous ne nous laisserons pas intimider à cet égard par les protestations allemandes vis-à-vis des neutres. Nos bateaux qui se défendent sont comme l'honnête homme qui, assailli par un malandrin au coin d'un bois, tire son revolver pour se défendre !

« Dans les onze derniers mois, alors que 51 millions de tonnes de marchandises sont entrées dans nos ports, 273.000 seulement, soit 1/2 pour cent, ont été au fond de l'eau par le fait des sous-marins.

« Peut-être dans l'avenir la proportion sera-t-elle un peu plus forte. Mais le seul résultat sera que l'on s'apercevra plus complètement dans certains milieux que nous sommes en guerre ! Cela n'abattrà pas notre volonté de vaincre ; le pays supportera plus allégrement certaines privations indispensables. Il pensera avec reconnaissance aux soldats qui luttent pour lui dans les tranchées, aux marins qui, obscurément, mais héroïquement parfois, sacrifient leur vie pour sa défense et pour son ravitaillement. »

Ces déclarations de l'amiral Lacaze furent vivement applaudies, et le débat fut clos par le vote, à mains levées, de l'ordre du jour pur et simple.

LE BLOCUS DES COTES ANGLAISES, FRANÇAISES ET ITALIENNES

Voici le texte du document remis aux neutres et précisant l'étendue du blocus, tel que le conçoit le gouvernement allemand. A chacun des exemplaires de ce document étaient jointes deux cartes des zones qu'il énumère et circonscrit :

A partir du 1^{er} février 1917, on s'opposera, sans plus, par toutes les armes, à tout trafic maritime dans les eaux prohibées désignées ci-après, autour de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et dans la Méditerranée orientale.

[Suit l'énumération des eaux bloquées, dont nous donnons ci-contre la carte. Les zones interdites ceignent entièrement le littoral anglais (en remontant fort loin dans le Nord, jusqu'aux îles Fær-Oer et en ne laissant au Nord-Est qu'un couloir de 20 milles de largeur le long de la côte hollandaise), le littoral français de la Manche et de l'Atlantique, et tout le



bassin franco-italien de la Méditerranée, en ne laissant, pour la communication des neutres avec la Grèce qu'un couloir flottant de 20 milles de large, dont nous indiquons le tracé.]

Les navires neutres qui naviguent dans les eaux bloquées le feront à leurs risques et périls. Bien que des précautions aient été prises pour que les navires

neutres naviguant le 1^{er} février à destination des ports des eaux bloquées soient épargnés pendant un délai approprié, il importe cependant de recommander de les avertir par tous les moyens dont on dispose et de les détourner. Les navires neutres mouillés dans les ports des eaux bloquées peuvent encore quitter les eaux interdites avec une égale sûreté s'ils partent avant le 5 février, et s'ils se rendent en eaux libres par le chemin le plus court.

Le service des vapeurs américains réguliers de passagers peut continuer sans être inquiété si :

- a) Falmouth est pris comme base de destination;
- b) A l'aller et au retour Scilly, et un point 50° Nord, 20° Ouest sont abordés. (Des mines allemandes ne sont pas posées sur cette route).
- c) Les vapeurs portent les insignes spéciaux suivants qui leur seront permis à eux seuls, dans les ports américains.

La coque et les constructions peintes alternativement en bandes verticales blanches et rouges, larges de 3 mètres. A la poupe, le pavillon américain; dans l'obscurité, le pavillon national et le badigeonnage des navires doivent, si possible, être visibles de loin et les navires doivent toujours et partout, être fortement éclairés.

a) Un vapeur circule une fois par semaine dans chaque direction et que l'arrivée ait lieu à Falmouth le dimanche, et le départ de Falmouth le mercredi.

b) Le gouvernement américain donne les garanties que ses vapeurs n'ont pas à leur bord des marchandises de contrebande (d'après les listes allemandes de contrebande).

Le gouvernement allemand a transmis aux neutres, en même temps que la copie de la réponse

qu'il adresse au message de M. Wilson, et dont nous rendons compte plus loin, un document annexe portant signification du blocus des côtes anglaises, françaises et italiennes.

C'est ce document dont nous avons publié le texte, page 3, en l'opposant aux termes de la note américaine d'avril 1916.

LES DÉCLARATIONS DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG

BERNE, 1^{er} février. — M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'empire, a prononcé, hier, au cours de la séance de la grande commission du Reichstag, le discours qu'annonçait ces jours-ci la presse allemande.

Le chancelier a rappelé tout d'abord les considérations qu'il avait exposées au Reichstag le 12 septembre dernier, qui avaient entraîné le gouvernement allemand à faire des offres de paix. Il a exposé que la réponse de ses adversaires a signifié clairement qu'ils refusaient d'entrer en négociations et qu'ils ne voulaient entendre parler que d'une paix dictée par eux.

La question de la responsabilité pour la continuation de la guerre, dit-il, se trouve ainsi tranchée devant le monde entier : « Notre tâche est tout aussi ferme. Nous ne pouvons discuter les conditions de l'ennemi. Elles ne peuvent être acceptées que par un peuple complètement écrasé. Il s'agit donc de combattre. »

« Une guerre sous-marine nous rapprochera-t-elle, oui ou non, d'une paix victorieuse ? Tout moyen, disais-je en mars, qui pourrait abréger la guerre est le moyen le plus humain ; même le moyen le plus dépourvu d'égards qui nous conduira à la victoire rapide, disais-je encore alors, doit être appliqué. »

Le chancelier a expliqué ensuite pourquoi, en mars et en mai derniers, il était opposé à une guerre sous-marine illimitée. Il a rappelé à cette occasion sa récente déclaration :

« Dès que, d'accord avec le haut commandement de l'armée, j'aurai la conviction qu'une guerre sous-marine sans merci nous approche d'une paix victorieuse, on fera cette guerre sous-marine. »

« Ce moment est maintenant arrivé. »

« A l'automne dernier, on n'était pas encore au point, mais aujourd'hui le moment est venu où nous pouvons risquer cette entreprise avec les plus

grandes chances de succès. Nous ne pouvons donc pas attendre une époque plus tardive. Qu'est-ce qui est, en effet, arrivé depuis un an ? Tout d'abord, le nombre de nos sous-marins s'est accru considérablement par rapport au printemps dernier, et ainsi se trouve créé un fondement solide à notre succès. Ensuite, le second motif qui fait pencher la balance en notre faveur est la mauvaise récolte des céréales dans le monde, qui a d'ores et déjà placé l'Angleterre, la France et l'Italie en présence de sérieuses difficultés. »

« Nous avons le ferme espoir que ces difficultés seront, par la guerre sous-marine sans restriction, accrues au point de devenir intolérables. La question du charbon est aussi en temps de guerre une question vitale. Elle est déjà critique en France et en Italie, comme vous le savez, et les sous-marins la rendront encore plus critique. »

« A cela s'ajoute, pour l'Angleterre notamment, l'importation du minerai pour la fabrication des munitions, et du bois pour ses mines. Les difficultés de l'ennemi, dans ces domaines, sont encore accrues par l'aggravation de la pénurie du matériel de transport maritime. Ici c'est le temps et la guerre de croisière des sous-marins qui ont préparé le coup décisif. La pénurie des bateaux fait souffrir l'Entente dans tous ses membres. Elle se fait sentir pour l'Italie et la France non moins que pour l'Angleterre. »

Le chancelier, commentant ensuite la situation politique générale, poursuit en ces termes :

« Il y a peu de jours, le feld-maréchal Hindenburg a décrit la situation comme suit : « Notre front est solide de tous côtés ; nous avons partout les réserves nécessaires ; le moral des troupes est bon et plein de confiance. » L'ensemble de la situation militaire nous permet donc de prendre sur nous la responsabilité de la poursuite de la guerre. »

ner la guerre sous-marine à outrance, et puisque cette guerre, quoi qu'il arrive, est le moyen de nuire de la façon la plus grave à nos ennemis, elle doit commencer. »

Et il conclut par les paroles suivantes :

« Aucun d'entre nous ne fermera les yeux devant la gravité de la démarche que nous faisons. Qu'il en aille de notre vie, chacun le sait depuis le mois d'août 1914, et la certitude en a été soulignée en traits sanglants par le refus de notre offre de paix. »

La réponse de l'Allemagne au message de M. Wilson

Comme nous avons annoncé depuis plusieurs jours qu'il en avait l'intention, le gouvernement allemand a répondu par une note au message de M. Wilson au Sénat américain.

Cette nouvelle note est parvenue à Paris la nuit dernière, mais trop tard pour que nous puissions la reproduire dans nos éditions.

Elle est conçue dans les termes auxquels on devait s'attendre. C'est-à-dire qu'elle débute par de vagues protestations pacifistes. Le gouvernement allemand — fidèle à ses habitudes de mauvaise foi — n'a pas manqué de souligner, en le détachant du contexte, ce qui, dans le message de M. Wilson, pouvait lui paraître favorable, comme le passage relatif à la liberté des mers. Il n'a même pas craint de rééditer, à propos du principe des nationalités, les piètres arguments qu'il prétend tirer de l'exemple de l'Irlande et des Indes anglaises.

Le passage relatif à la Belgique doit être cité en entier :

En ce qui concerne spécialement la Belgique, qui est aux Etats-Unis l'objet d'une chaude sympathie, le chancelier de l'empire avait déclaré quelques semaines auparavant que l'annexion de la Belgique n'avait jamais été dans les intentions de l'Allemagne.

Par la paix à conclure avec la Belgique l'Allemagne voudrait simplement prendre des précautions afin que ce pays, avec lequel le gouvernement impérial désire vivre en relations de bon voisinage, ne puisse pas être exploité pour y faire réussir les desseins ennemis.

Pas d'annexion, mais des garanties. On sait ce que l'Allemagne entend par là.

Mais le passage essentiel est celui où le gouvernement impérial notifie — en prétendant les justifier par les mêmes arguments dont nous avons eu cent fois l'occasion de montrer l'inanité — les nouvelles « mesures » qu'il va prendre.

Ainsi, est né un nouvel état de choses qui contraindrait l'Allemagne à de nouvelles décisions.

Depuis deux ans et demi, l'Angleterre abuse de la puissance de sa flotte pour tenter criminellement de réduire l'Allemagne à l'asservissement par la faim...

Le gouvernement impérial ne pourrait pas en répondre devant sa propre conscience, devant le peuple allemand et devant l'histoire, s'il renonçait, sans l'essayer, à n'importe quel moyen pour hâter la fin de la guerre.

Avec le président des Etats-Unis, il avait espéré atteindre ce but par des négociations. Les adversaires ayant répondu à cette tentative en annonçant l'aggravation de la lutte, le gouvernement impérial, s'il veut servir l'humanité dans un sens plus élevé et s'il ne veut pas pécher contre ses propres compatriotes, doit désormais poursuivre la lutte qui lui est de nouveau imposée en recourant à toutes les armes.

En conséquence, il doit aussi abolir les restrictions qu'il s'était imposées jusqu'ici dans l'emploi de ses moyens de combat sur mer, comptant que le peuple américain et son gouvernement ne seront pas inaccessibles aux motifs de cette décision et à sa nécessité.

Le gouvernement impérial espère que les Etats-Unis apprécieront ce nouvel état de choses du haut de l'observatoire de l'impartialité et qu'ils videront aussi, pour leur part, à empêcher de nouveaux maux et sacrifices de vies humaines qu'on peut éviter.

Me référant pour les détails des mesures de guerre sur mer projetées au mémoire annexé, je puis en même temps exprimer l'espoir que le gouvernement américain déconseillera à ses ressortissants et aux navires américains, avant de rentrer dans les eaux prohibées décrites dans l'annexe, de confier leurs passagers ou marchandises aux navires communiquant avec les ports des eaux bloquées.

Cette note est signée : Zimmermann.



M. ZIMMERMANN

DERNIÈRE HEURE

LE BLOCUS PROVOQUE CHEZ LES NEUTRES UNE PROFONDE EMOTION

Une énergique déclaration du comte Romanonès

« La vie de la nation espagnole ne doit pas être interrompue, et elle ne le sera pas ».

MADRID, 1^{er} février. — Le ministre des Affaires étrangères a eu, mercredi soir, une conférence avec l'ambassadeur des Etats-Unis. Cette conférence s'est prolongée jusqu'à 2 heures du matin.

Dans la matinée, il a reçu le président de la Fédération maritime de la Méditerranée, qui lui a annoncé que la Fédération avait dix bateaux en route avec un sauf-conduit. Il a également reçu plusieurs députés et sénateurs, qui lui ont fait part de leur intention de l'interpeller sur la note allemande. Il a en outre reçu les présidents de la Chambre et du Sénat. Après l'entretien qu'il eut avec eux, M. Romanonès a déclaré qu'il serait inutile de nier que la situation ne fut des plus délicates.

L'animation a été grande à la Chambre dès ce matin. L'opinion générale était que personne ne doit gêner les négociations diplomatiques du gouvernement, quitte à exiger qu'il en prenne la responsabilité, le cas échéant.

La séance de la Chambre s'est ouverte à 4 heures. Dès le début de la séance, le comte Romanonès a pris la parole et a fait les déclarations suivantes :

Hier après midi, les ambassadeurs des empires centraux ont adressé au gouvernement espagnol une communication faisant connaître les arguments que devait contenir la note relative au blocus de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et de la Méditerranée orientale.

Le gouvernement ne peut contester la grande importance pour l'Espagne de ce fait, mais il tient à déclarer que la vie de la nation ne doit, ni ne peut être interrompue et ne sera pas interrompue. (Applaudissements.)

Le gouvernement désire rester en contact avec le Parlement parce que, aux heures difficiles que nous traversons, il n'est pas de meilleur auxiliaire que le Parlement, représentant de la nation tout entière. Mais vous comprendrez qu'aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure de déclarer publiquement notre opinion, l'attitude que nous adopterons et la réponse que nous donnerons aux notifications qui nous ont été faites.

Je compte que le Parlement espagnol fera preuve du patriotisme silencieux qui a inspiré tous ses actes depuis le début de la guerre, et qu'il ne mettra pas le gouvernement dans l'obligation de répondre dans une forme évasive, qui ne satisfait pas la conscience publique. A l'heure actuelle, approfondir certains problèmes serait hautement préjudiciable. J'ai confiance dans le patriotisme de tous.

Les déclarations du comte Romanonès, qui ont été saluées par les applaudissements unanimes de l'assemblée, faisaient l'objet de vifs commentaires dans les couloirs de la Chambre. On insistait surtout sur le passage déclarant que la vie de la nation ne saurait être interrompue.

QUE VONT FAIRE LES ETATS-UNIS ?

LONDRES, 1^{er} février. — A peine la note allemande a-t-elle été connue aux Etats-Unis qu'elle a causé une impression considérable. Dans les milieux d'affaires, à New-York, dans les cercles politiques à Washington, on envisage très sérieusement les conséquences qu'elle peut comporter en ce qui concerne les relations déjà assez difficiles entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

On considère que ce renouvellement de menaces de la part de l'Allemagne, qui déclare qu'elle va pousser avec plus d'activité encore la guerre sous-marine, constitue une flagrante violation des promesses tant de fois faites aux Etats-Unis sur le respect de la navigation neutre.

On s'attend à ce que le gouvernement américain prenne immédiatement des mesures pour faire face à de nouvelles complications que l'on prévoit.

WASHINGTON, 1^{er} février. — M. Wilson, après avoir reçu la note de l'Allemagne, se retira dans sa bibliothèque privée, où il étudia seul le document, jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Le président a refusé de recevoir qui que ce soit, mais il s'est fréquemment servi du téléphone.

LA PRESSE AMERICAINE RELEVÉ LE DÉFI
NEW-YORK, 1^{er} février. — Le New-York World écrit dans son éditorial, intitulé : « L'Allemagne déclare la guerre » :

La note de l'Allemagne à M. Wilson est une déclaration de guerre aux Etats-Unis, puisqu'elle projette l'assassinat de paisibles Américains sur les grands océans.

Une seule réponse est possible pour les Etats-Unis, et elle doit être donnée dès aujourd'hui. L'ambassadeur allemand doit recevoir son passeport sans délai et toutes relations diplomatiques avec l'Allemagne doivent cesser immédiatement.

La Tribune écrit :

L'Allemagne demande la guerre. Nous avons subi assez longtemps l'outrage ; nous ne devons pas hésiter à relever le défi.

NOS NOTES AMÉRICAINES TÉLEGRAPHIENT A M. WILSON

Nous sommes informés que M. le sénateur américain Hale, qui séjourne actuellement à Paris, à l'hôtel Crillon, vient d'adresser la dépêche suivante au président Wilson :

« Impossible de nous procurer un passage pour l'Amérique dans le délai fixé par la note allemande. Beaucoup d'Américains en Europe, comme moi-même, y sont venus sur la foi de l'engagement du gouvernement allemand pris à la suite de l'affaire du Sussex et désirant retourner en Amérique en toute sécurité. Je vous prie de nous donner par télexgramme des instructions au sujet de la marche à suivre.

Signé : FREDERICK HALE »

D'autre part, M. Franck H. Simond, rédacteur en chef de la New York Tribune, a envoyé la dépêche suivante à M. Lansing, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

« Excellence,

« Je désirerais connaître, pour ma propre gouverne, et celle d'autres Américains séjournant actuellement à Paris, l'avis du département d'Etat au sujet de notre retour en Amérique. Il est absolument impossible de trouver ici un navire en partance dans le délai fixé par la note allemande.

Signé : SIMOND. »

Si les pirates attaquent les navires-hôpitaux anglais des représailles s'ensuivront

On annonce de Londres que le Foreign Office publie la note suivante :

« Le gouvernement allemand prétend avoir la preuve formelle que, à plusieurs reprises, des navires-hôpitaux alliés ont été employés au transport de troupes et de munitions. Il prétend avoir soumis ces preuves, par voie diplomatique, aux gouvernements anglais et français et notifié en même temps qu'il n'admettra plus la navigation des navires-hôpitaux sur les routes maritimes de la Manche et de la mer du Nord dans une zone limitée au nord par la ligne Terschelling cap Flamborough, au sud par la ligne Ouessant-Lands End.

« Le gouvernement anglais déclare n'avoir reçu aucune communication officielle, par voie diplomatique, sur ce sujet. Il dément également que les navires-hôpitaux britanniques aient été employés au transport de troupes et des munitions, et rappelle aux stipulations de l'acte de La Haye et de la convention de Genève. Les belligérants ont le droit de visiter les navires-hôpitaux.

« L'Allemagne possède donc un excellent moyen de contrôle qu'elle n'a jamais utilisé. De la décision annoncée par le gouvernement allemand, une seule conclusion peut être tirée, c'est que l'Allemagne se prépare à ajouter un nouveau crime inqualifiable contre le droit et l'humanité à ceux qui l'ont déshonorée. Telle étant la situation, le gouvernement britannique a fait savoir que des représailles seraient exercées immédiatement le cas échéant. »

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer exceptionnellement à la page 8 les Communiqués officiels.

Nouveau succès russe sur le front roumain

PETROGRAD, 1^{er} février. — Communiqué du grand état-major :

FRONT OCCIDENTAL. — Nous avons délogé les Allemands des tranchées qu'ils occupent à l'est de la chaussée de Kalnicem. En dehors de cela, il n'y a eu sur le front qu'un duel d'artillerie. Ainsi le secteur à l'est de la chaussée de Kalnicem se trouve entièrement purgé d'ennemis et, malgré les gaz asphyxiants, les fortes gelées, la résistance opiniâtre de l'ennemi, nos troupes ont réoccupé leurs tranchées.

Nos avions ont jeté des bombes sur la ferme de Beuerk (20 verstes au nord-ouest d'Illouchist). Les avions allemands ont bombardé la région de Tephly (20 verstes au nord-ouest de Pashard).

FRONT ROUMAIN. — Au cours de la nuit du 31 janvier, l'ennemi a lancé trois attaques sur les collines situées à 2 verstes à l'est de Jacobeny, mais il a été repoussé avec de grosses pertes.

Les combats du 30 janvier, dans la région à l'est de Jacobeny, nous ont permis de ramener onze officiers et plus d'un millier de soldats prisonniers, ainsi que dix mitrailleuses, un canon, des lance-mines et des lance-bombes.

[Un communiqué roumain, daté du 29 janvier et que le manque de place ne nous permet pas de publier, confirme le succès remporté par les Russes à l'est de Jacobeny.]

LE COMMUNIQUÉ BRITANNIQUE

Nous avons de nouveau légèrement amélioré notre position la nuit dernière, au nord de Beaumont-Hamel. L'ennemi a encore essayé dès ce matin d'enlever un de nos postes vers Grandcourt. Il a été rejeté. Un coup de main exécuté avec succès au début de la matinée contre les tranchées allemandes au sud-est de Neuville-Saint-Vaast n'a entraîné pour nous aucune perte.

L'ennemi a tenté de s'approcher de nos lignes au cours de la nuit et au début de la matinée au sud-est d'Armentières et à l'est d'Ypres. Il a été repoussé avec pertes.

Deux autres attaques ont été exécutées ce matin vers Wytschacte par de forts détachements ennemis revêtus de capotes blanches. Ils ont été rejetés avec des pertes sérieuses avant d'avoir pu atteindre nos lignes. Un certain nombre de prisonniers sont tombés entre nos mains au cours de ces deux engagements. Des tirs de contre-batteries et de bombardement des positions ennemies ont été effectués avec succès au cours de la journée en de nombreux points du front.

Le total des prisonniers allemands faits par les troupes britanniques en France pendant le mois de janvier s'élève à mille deux cent vingt-huit, dont vingt-sept officiers.

Au cours des opérations de détail, coups de main et rencontres de patrouilles qui ont permis de faire ces prisonniers, les régiments dont les noms suivent se sont particulièrement signalés : 2^e Royal Scots, 8^e régiment de Kent East, 12^e Royal Fusiliers, 1^{er} Kings' own scottish borderers, 1^{er} Royal Inniskilling Fusiliers, 1^{er} border regiment, 2^e border regiment, 1^{er} régiment du Staffordshire Sud, 10^e Royal North Lancashire regiment, 21^e et 22^e régiments de Manchester, 1^{er} et 10^e Gordon highlander, 2^e régiment de Leinster, 2^e régiment de Monmouthshire, 20^e, 21^e et 49^e bataillons canadiens, bataillon de Terre-Neuve, 2^e bataillon, 3^e brigade de fusiliers de Nouvelle-Zélande.

LE COMMUNIQUÉ ITALIEN

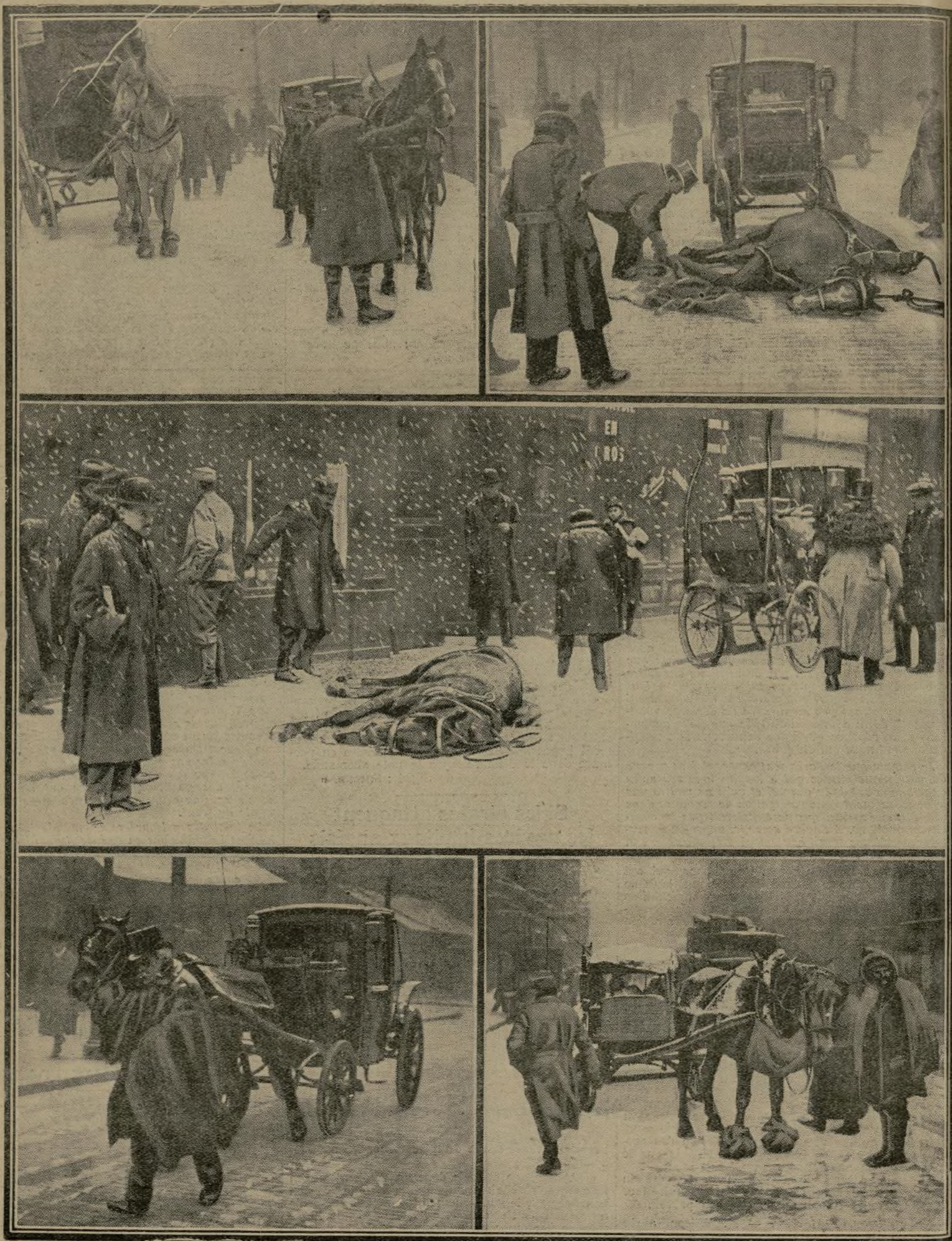
ROME, 1^{er} février. — Commandement suprême : L'artillerie ennemie a manifesté une activité particulière dans la zone montagneuse située à l'ouest du lac de Garda où elle a causé des dégâts dans diverses localités.

Notre artillerie a pris sous son feu des déplacements de troupes ennemies entre le Sereb et l'Adige, sur le Pasubio et dans la haute vallée du Po-sina (Astico).

Dans le Haut-Adige, l'artillerie et les mortiers ennemis se sont acharnés sur nos positions du Pal Piccolo et du sommet du Chapot, sans cause aucun dégât.

SUR LE FRONT DES ALPES JULIENNES, l'artillerie ennemie a manifesté une activité assez grande dans la zone de Gorizia et sur le Carso. Notre artillerie a exécuté ses tirs habituels de barrage et a dispersé des détachements ennemis masses dans les environs de Biglia.

La neige et le verglas ont entravé hier la circulation à Paris



Bien que la température se soit légèrement relevée dans la journée d'hier, le neige qui est tombée à peu près partout n'a pas fondu et, à Paris, le verglas a considérablement gêné la circulation : 1° Voitures arrêtées et dételées sur les grands boulevards; 2° Un cheval vient de s'abattre sur la chaussée; 3° Une scène qui s'est répétée des centaines de fois dans la matinée; 4° Un cocher conduit à pied son fiacre chargé; 5° Beaucoup de chevaux avaient les pieds garnis de chiffons.

Bethmann-Hollweg a annoncé au Reichstag la guerre sous-marine à outrance



Au cours de la séance de la grande commission du Reichstag d'hier, M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire, a tenté d'expliquer, avec l'hypocrisie d'usage, la décision du gouvernement allemand d'exagérer encore la guerre sous-marine. La faute en retombe naturellement sur l'Entente que l'on espère affamer. Cette photo qui représente le chancelier lisant un discours au Reichstag a été faite récemment. Près de lui, l'amiral von Cappelle (X), grand-maître des torpillages.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du JEUDI 1^{er} FÉVRIER (913^e jour de la guerre)

14 HEURES.

Rencontres de patrouilles sur divers points du front, notamment à l'est de Reims et dans la région au nord d'Altkirch.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES.

Aucun événement important à signaler au cours de la journée, en dehors d'une lutte d'artillerie assez active à l'Hartmannswillerkopf et à l'est de Metzeral.

Le communiqué belge

Activité de patrouilles allemandes au cours de la nuit; partout elles ont été repoussées par notre feu. L'artillerie allemande a été très active dans la région de Hetsas et vers Dixmude. Lutte d'artillerie dans les secteurs de Ramskapelle, Pervyse et Noordschoote.

Un nouvel as : l'adjudant Madon

L'adjudant Madon a abattu, dans la journée d'hier, son cinquième avion allemand.

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, une de nos escadrilles a bombardé les gares et les dépôts ennemis de Curchy, Voyennes et des Biouvacs à l'est de Nesle.

Un de nos avions-canon a tiré une cinquantaine d'obus sur les cantonnements ennemis de Mesnil-Saint-Nicaise et Herly (Somme).



L'ADJUDANT MADON.

LA RÉVISION DES EXEMPTÉS ET RÉFORMÉS

Les engagés spéciaux repasseront la visite

La Chambre a apporté hier une importante modification aux dispositions arrêtées par la commission de l'armée relativement à la révision des exemptés et réformés.

Sur la proposition de M. Edouard Ignace, elle a repoussé par 227 voix contre 222, après pointage le premier paragraphe de l'article 5 qui dispensait de la visite les engagés spéciaux « qui ont signé leur demande d'engagement spécial et dont l'engagement a été accepté par le chef de corps ou le service avant le 23 novembre 1916 ».

Les engagés spéciaux qui appartiennent aux classes et catégories visées à l'article premier du projet repasseront donc la visite.

La Chambre avait voté auparavant les articles 2, 3 et 4 du projet dont les textes, quelque peu modifiés par l'adoption d'amendements, sont maintenant les suivants :

ART. 2. — Les commissions de réforme visées à l'article premier seront composées comme suit :

1^{er} Le préfet ou son représentant, président de la commission ;

2^o Un membre du conseil général désigné par la commission départementale ;

3^o Un membre du conseil d'arrondissement désigné par la commission départementale ;

4^o Deux médecins mobilisés ou non, dont l'un au moins, professeur agrégé de faculté, ou médecin des hôpitaux nommé au concours ou professeur d'école de plein exercice de médecine, ou à défaut, un médecin ayant au moins quinze ans de pratique médicale : ces praticiens devront être choisis en dehors du département et du département limitrophe ;

5^o Un fonctionnaire de l'intendance.

La voix du préfet sera prépondérante en cas de partage.

Le commandant de recrutement assistera aux opérations de la commission.

Les commissions de réforme se réunissent au chef-lieu de chaque arrondissement.

ART. 3. — Les commissions de réforme instituées par l'article 2 auront qualité :

a) A l'égard des exemptés, pour prononcer leur classement dans le service armé, dans le service auxiliaire ou leur maintien dans la position d'exemptés.

b) A l'égard des réformés n^o 2, pour prononcer leur classement dans le service armé, dans le service auxiliaire, leur maintien dans la position de réforme n^o 2 ou la transformation de leur réforme n^o 2 en réforme temporaire première catégorie.

Un dossier médical sera constitué pour chaque homme. Celui-ci aura le droit d'y faire annexer les certificats médicaux qu'il jugera utiles.

Les commissions de réforme devront suivre rigoureusement les indications de l'instruction sur l'aptitude physique au service militaire.

ART. 4. — Les exemptés et réformés reconnus aptes au service armé ou au service auxiliaire suivront le sort de leur classe aux dates fixées par le ministre de la Guerre. Ceux qui n'auront pas fait la déclaration prévue à l'article premier ou qui n'auront pas répondu à leur convocation devant la commission de réforme seront considérés comme aptes au service armé.

Un amendement de M. de Kernier tendant à dispenser de la nouvelle visite les réformés pour tuberculose fut repoussé par 238 voix contre 222 après pointage.

On continue aujourd'hui.

Léopold BLOND.

Ce qu'il advint de Rochette après sa fugue

C'est aujourd'hui qu'Henri Rochette passe devant le Conseil de guerre de Rennes pour insoumission en temps de paix et en temps de guerre.

Jamais financier n'occupa plus l'opinion que l'éditeur du Crédit Minier et jamais aucun, depuis Bontoux, de l'Union Générale, ne défraya également la chronique politique et judiciaire.

Si nous en croyons l'un de ses amis qui, malgré toutes ses vicissitudes, lui demeure fidèlement dévoué, la vie d'Henri Rochette, depuis son départ de France à la veille du jour où il devait se constituer prisonnier, fut une longue série de tranges morales et de difficultés pécuniaires.

Il quitta précipitamment la France en demandant à deux ou trois relations le strict vitalique nécessaire. Il partit avec trois ou quatre billets de mille, laissant à peine une provision double pour la vie de sa femme et de ses trois fillettes.

Au Mexique, où l'attirait la conviction de trouver un abri sûr, sa tête fut bientôt mise à prix, précisément par les personnalités officielles dont il avait été l'agent d'émission en France. C'est déguisé en prêtre, après deux jours de cachette dans le grenier d'une maison amie, qu'il franchit la frontière mexicaine.

Et ce fut alors le point de départ d'une randonnée pleine d'incertitudes et de risques, la vie dure comme entrepreneur de convois de transports, le trafic au sens exact du mot de telle ou telle marchandise abondante dans une province contre telle autre rare ailleurs, puis le spleen, la nostalgie de l'Europe, l'irrésistible envie de se rapprocher de sa famille, l'arrivée à Londres... où il eut enfin cette joie.

Mais voici que sa trace est retrouvée. Rochette laire le danger. Il fuit précipitamment le faubourg de Londres où il menait quasiment une vie d'analyste dans une maison particulière dont il était devenu le seul pensionnaire et le grand ami. Un beau jour, ses hôtes ne le revirent plus et se demandant encore aujourd'hui ce qu'il pu devenir ce représentant de commerce modèle, se levant tôt, ne sortant jamais le soir, écrivant et travaillant sans cesse.

Ce fut alors à travers l'Espagne, l'Italie, la Grèce, une course ininterrompue. Inquiet de son ombre, Rochette voyait toujours derrière lui des délégués de la police parisienne.

Au moment de la déclaration de guerre, Rochette pouvait se croire en sûreté, car l'ancienneté de l'affaire avait forcément atténué l'activité des recherches. Mais s'il avait cru devoir éluder, en temps de paix, l'appel d'une période militaire qu'il ne pouvait venir accomplir sans se mettre « dans la gueule du loup », il ne se préoccupa pas des conséquences de son retour en France à l'heure de la déclaration de guerre. Il pensa que son engagement militaire lui ouvrirait les portes de la réhabilitation. En quelques jours, non sans quelques chutes, il apprenait la motocyclette, était chargé de divers services et finalement se cassait la jambe dans l'accomplissement d'une mission. Il restait plusieurs semaines à l'hôpital mais malgré tous les meilleurs soins ne fut pas complètement guéri. C'est un « retour » de cette chute qui, ces temps derniers, le faisait envoyer à l'infirmerie de Rennes.

La légende de Février

Février était, dit-on, dans sa jeunesse, un joueur forcené, mais il perdait sans cesse. Un jour, aux trois quarts ruiné, il engagea une dernière partie avec ses deux partenaires habituels, qui étaient Janvier et Mars. Ceux-ci gagnèrent. N'ayant plus d'enjeu, le pauvre Février leur céda à chacun un jour. Et voilà pourquoi Janvier et Mars ont chacun 31 jours, tandis que Février n'en a que 28 ou 29.

Si, aujourd'hui, Février n'est plus joueur, il n'en est pas moins resté un mauvais sujet. Ses instincts pervers se manifestent sous d'autres formes. Il se venge sur l'humanité entière de tous ses déboires. Pour inciter les hommes à commettre des imprudences, il leur envoie parfois de chauds rayons de soleil qui font croire au retour de la bonne saison. Puis, soudain, il souffle une brise glacée qui prend les pauvres hommes à la gorge, aux bronches, aux poudrons. Ce sont alors les rhumes, les bronchites, les pneumonies, les gripes dont on a tant de peine à se débarrasser et qui sont à l'origine de nombre de cas d'anémie, de dépression nerveuse, de neurasthénie. Février s'attaque surtout aux faibles, à ceux dont le sang appauvri et les nerfs affaiblis ne peuvent plus donner à l'organisme la résistance nécessaire contre les intempéries. C'est dire que les prévoyants, ceux qui entretiennent la richesse et la pureté de leur sang, ainsi que le bon état de leur système nerveux, en faisant une cure de Pilules Pink, peuvent braver Février et ses intempéries. Pour les faibles, les anémiques, les neurasthéniques, les déprimés, les Pilules Pink qui régénèrent le sang et tonifient les nerfs sont la meilleure défense contre le froid, l'humidité et tous les dangers auxquels nous exposent les sautes brusques de température. On se convaincra, du reste, en lisant les attestations de guérisons publiées dans les journaux, de la puissance efficace des Pilules Pink dans toutes les affections qui ont pour origine un appauvrissement du sang ou un affaiblissement du système nerveux.

Les Pilules Pink sont en vente dans toutes les pharmacies et au dépôt, Pharmacie Gablin, 23, rue Ballu, Paris ; 3 f. 50 la boîte ; 17 f. 50 les 6 boîtes, 1^{re}.

LE COMLOT CONTRE LLOYD GEORGE

CE QU'EST LE PHARMACIEN MASON

LONDRES, 1^{er} février. — D'après les renseignements que le Daily Telegraph a reçus de Southampton, le pharmacien Mason, le principal inculpé dans le complot dirigé contre Lloyd George, avait été récemment nommé, à titre temporaire, membre du personnel enseignant de l'Université de Southampton, en remplacement d'un conférencier en pharmacie actuellement mobilisé. M. Mason devait faire une conférence le jour même où il a été arrêté.

Il faisait partie d'une Société opposée à la conscription et il n'avait obtenu du tribunal local d'être exempté du service militaire qu'en raison de sa qualité de pharmacien titulaire, car le tribunal, ne tenant aucun compte de ses objections de conscience, avait rejeté sa demande d'exemption. Il s'intéressait spécialement aux questions d'anatomie et était très amateur de musique classique. Sa femme, professeur dans une école, manifestait à tout propos de grandes sympathies pour les suffragettes.

Une nouvelle arrestation

LONDRES, 1^{er} février. — Selon l'Exchange Telegraph, William Marshall Wheeldon, fils de Mrs Wheeldon, qui fut arrêtée récemment avec ses deux filles et son gendre dans l'affaire du complot contre MM. Lloyd George et Henderson, a été arrêté hier, à Southampton, comme déserteur.

LAIT CONDENSÉ
FARINE LACTÉE

NESTLÉ

En Vente chez les Pharmaciens Epiciers Herboristes
LA MARQUE PRÉFÉRÉE

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour tous frais. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

Pourquoi et comment j'ai déménagé Brizon

M. Cochon, maître-sonneur de la cloche de bois et chef d'orchestre du Raffut de Saint-Polycarpe, expose ici, sous sa responsabilité, les raisons qui le déterminent à déménager le kienthalen Brizon

L'incident Brizon est une conséquence de la double crise des loyers et du charbon qui sévit actuellement.

Certains parlementaires ne cessent de répéter que les locataires sont de mauvaise foi ; qu'ils peuvent payer leur terme, etc. Si on les écoute, seuls, les propriétaires sont de braves et honnêtes gens.

La guerre n'existe pas pour eux. Ils ne connaissent que leur terme. C'est pourquoi, en revenant de la guerre, presque tous les soldats auront un bon procès sur le dos. Ce sera le remerciement de la patrie reconnaissante à ses héros.

Voyons donc les griefs de M. Brizon contre son propriétaire.

Le contrat de location porte que M. Brizon aura droit au chauffage central, à l'eau chaude et à l'ascenseur. Mais l'ascenseur s'arrêtait, paraît-il, à tout moment et l'eau chaude ne fonctionnait que le dimanche ; quant au chauffage central, il était supprimé depuis le 1^{er} novembre, si nous en croyons M. Brizon. Celui-ci, qui gèle dans son appartement, malgré ses feux de cheminée, proteste, et son propriétaire lui répond : « Résilions et acceptez dix sous par jour d'indemnité. » Mais M. Brizon s'excuse de ne pouvoir accepter cette offre. Et comme il ne veut pas continuer à vivre sans feu par la température qu'il fait il donne congé, et des locataires éventuels viennent visiter l'appartement.

Le 15 janvier arrivé, son propriétaire se refuse énergiquement à le laisser partir. Il boucle la porte, et M. Brizon est obligé de payer, puis de renvoyer ses déménageurs qui n'ont rien déménagé.

C'est alors que M. Brizon s'adresse au syndicat des locataires, 16, rue des Martyrs. Pour consentir à lui venir en aide, nous lui demandons d'abord :

— Que pensez-vous de la question posée par nous devant l'opinion publique et le Parlement, qui tend à rendre insaisissables par les propriétaires le mobilier et les instruments de travail des salariés ?

Et le député répond :

— Si les locataires se font actuellement tuer pour assurer l'intégrité du territoire national, il est juste que nous défendions à l'intérieur l'intégrité de leur foyer. Je suis venu ici, beaucoup moins pour me défendre contre mon propriétaire que pour défendre tous les locataires contre tous les propriétaires. Je suis député socialiste et avocat : à ce double titre, je me range du côté du faible contre le fort.

« La question des loyers est formidable. Rien qu'à Paris, il serait dû deux milliards par les locataires. Exiger ces deux milliards de mobilisés, de ruinés, de pauvres gens, c'est une injustice et une

Les propriétaires deviennent aujourd'hui des agents de désordre. Donnons-leur une leçon d'ordre. Quant à moi, je veux donner l'exemple aux malheureux que le propriétaire voudrait dévorer : déménagez-moi donc à la « Cloche de bois ».

Nous n'hésitâmes pas — est-il besoin de le dire ? — à faire sonner la cloche de bois en l'honneur du pèlerin de Kienthal, non en sa qualité de pèlerin, mais bien en sa qualité de locataire.

Les cartes furent immédiatement imprimées. En voici le texte : « Vous êtes cordialement invité à prêter votre concours au déménagement du camarade Pierre Brizon, député, victime de son propriétaire. Inutile de se faire annoncer par la concierge. »

Les camarades sont prévenus et le dimanche 28 janvier, à dix heures, nous voilà une centaine devant l'immeuble du propriétaire de Brizon.

Une invasion ! La police est là qui veille. Mais on va vite. Impossible de dévorer ici tout le mystère de notre organisation.

Tandis que j'entretenais la conversation avec Mme la concierge, les camarades déménagèrent le député locataire, aux applaudissements des autres locataires de la maison !

Cela se passa fort bien. Les fonctionnaires par lesquels le préfet de police avait eu l'aimable attention de se faire représenter paraissaient veiller à ce que nous ne fussions pas dérangés par des importuns !

La presse s'est étonnée à la fois de notre longue inactivité et de la reprise soudaine de notre action directe.

Ayez l'obligeance de dire à vos lecteurs que nous avons voulu respecter l'Union sacrée jusqu'au bout, mais que nous avons été contraints de reprendre la lutte par suite de l'attitude des propriétaires, qui ont recommencé leurs attaques en pleine trêve.

Ils ont trouvé des juges complaisants au pouvoir excessif, et ils ont profité des facilités de la procédure civile pour tourner les décrets moratoires et pressurer leurs locataires.

Le gouvernement a reconnu le mal. Il a essayé

d'y porter remède par des circulaires nombreuses dont la dernière encore, de M. le ministre de la Justice, invite les juges à plus de modération et à moins de partialité. Le gouvernement sait toute la mauvaise volonté des juges de paix. Contre l'injustice, nous dressons l'action populaire mue par le bon sens et l'équité.

Les propriétaires ont fait et font encore une campagne occulte mais efficace pour obtenir des Chambres une loi sur les loyers qui soit tout à leur avantage.

Voilà pourquoi nous reprenons la lutte. En dehors de l'action directe, n'oubliez pas que nous faisons campagne pour obtenir des Chambres par la loi actuellement en projet, la remise intégrale des loyers échus pendant la guerre pour tous les locataires mobilisés ou non mobilisés qui bénéficient du moratorium, ou tous ceux qui sont atteints dans leurs revenus par la guerre.

Pas de procès après la guerre, mais la paix enfin aux éprouvés et aux braves gens de bonne volonté.

Georges COCHON.

Une prise d'armes au Grand-Palais

La prise d'armes a eu lieu hier, en raison de la température rigoureuse, dans le hall du Grand-Palais. Un certain nombre de décorations et de croix de guerre ont été distribuées.



L'ABBÉ ANDRIEUX

aumônier des fusiliers marins, vicaire de Reims, nommé chevalier de la Légion d'honneur à la prise d'armes d'hier

L'insigne spécial des blessés de guerre

Le ministre de la Guerre vient de régler ainsi qu'il suit les conditions d'attribution de l'insigne spécial aux blessés de guerre, réformés, etc.

La proposition de résolution votée par la Chambre des députés le 27 juillet dernier a prévu l'institution d'un insigne spécial destiné aux blessés de guerre et aux militaires rayés des contrôles par suite de retraite, de mise hors cadres ou de réforme pour maladies contractées ou aggravées au service depuis le début des hostilités.

A la suite de l'envoi de la circulaire du 11 décembre dernier, des doutes se sont élevés au sujet de la question de savoir quels devaient être exactement les bénéficiaires de cet insigne.

Cette question doit être résolue de la manière suivante :

1^{re} Attribution aux blessés de guerre :

Tous les blessés de guerre ont droit à l'insigne spécial ; par suite, les militaires blessés accidentellement ou en service commandé n'y ont pas droit.

2^{re} Attribution aux militaires rayés des contrôles par suite de réforme pour maladie.

Les seuls bénéficiaires sont ceux dont la maladie a été contractée ou aggravée par le fait du service, c'est-à-dire ayant bénéficié de la réforme n° 1, qu'ils aient été ou non dans la zone des armées.

Les infirmités ou blessures accidentelles dues au service depuis le début des hostilités et ayant, de ce fait, entraîné la radiation des contrôles par suite de retraite, de mise hors cadres ou de réforme n° 1 doivent être assimilées aux maladies, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Les réformés n° 2 sont exclus du droit au port de l'insigne spécial.

3^{re} Attribution aux militaires rayés des contrôles depuis le début des hostilités par suite de retraite et aux officiers mis hors cadres.

L'attribution de l'insigne spécial ne devra leur être faite qu'en cas de maladie ou d'accident imputable au fait du service. Le nombre de ces postulants étant probablement assez réduit, chaque cas devra faire, au préalable, l'objet d'un examen spécial de la part des autorités chargées de délivrer l'insigne.

LA CURIOSITÉ

A L'HOTEL DROUOT

VENTE D'AUJOURD'HUI. — SUCCESSION DE M. BRUCK. Salle 1. — Beaux dessins de l'Ecole française XVIII^e siècle, aquarelles, gouaches, pastels des Ecoles anglaise et française XVIII^e et XIX^e siècles ; tableaux anc. des Ecoles françaises et étrangères ; objets d'art, etc. — Direction artistique de M. André Deshayes.

TRIBUNAUX

Le blanchissage de nos poils

La chose est plaisante... Sans un sou vaillant en poche, M. Emile Rives avait réussi, au début des hostilités, à passer des marchés importants avec l'intendance militaire pour blanchissage du linge des troupes. Et, pour inspirer confiance, qu'avait imaginé Rives ? Tout bonnement la création d'une « Chambre syndicale des entrepreneurs du service du couchage et du blanchissage des troupes métropolitaines », ayant son siège 104, rue de Richelieu. C'était simple, mais encore fallait-il y penser. Tout naturellement, Rives fut à la fois le « président » et les « syndiqués ». Dans ces conditions, pourquoi s'étonner de ce que le linge des troupes pourrit dans le lavoir, installé dans une annexe de l'hôpital des Dames Françaises, boulevard des Invalides ? La préfecture de police, soucieuse des règlements d'hygiène, fit former l'établissement qui fut transféré rue Malar. Rives, qui décidément n'avait aucune compétence en matière de blanchissage, était poursuivi, hier, devant la huitième chambre correctionnelle en vertu de l'article 433 du Code pénal, pour « manquement aux services dont il était chargé et négligence dans les livraisons de fournitures pour le compte des armées ».

M^{re} Gautier-Rougeville, plaidant pour le singulier blanchisseur, ne se fit pas faute de souligner malicieusement la « naïveté » des services de l'intendance.

Le tribunal, estimant que Rives, en déposant sur le sol, sans abri et au contact direct de la terre, une quantité considérable d'effets militaires qui furent détériorés, a causé à l'Etat un préjudice important, l'a condamné à quatre mois de prison et 1.000 francs d'amende.

Rejet de pourvois

La Cour de cassation a rejeté, hier, les pourvois formés par l'Italien Moni et Antoinette Dufays, condamnés à la peine de mort pour espionnage par les deuxième et troisième conseils de guerre.

INFORMATIONS JUDICIAIRES

Les incidents de l'affaire des carbures

On se souvient du singulier rôle joué par M. Lecaudey, greffier de M. Coutant, juge d'instruction, dans les incidents relatifs à l'affaire des carbures, et qui furent récemment soumis à la Chambre des mises en accusation et à la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

M. Lesouvé, procureur de la République, vient de charger M. Drioux, juge d'instruction, d'ouvrir une information sur les agissements de M. Lecaudey. Dans son réquisitoire introductif, le procureur de la République vise, en l'espèce, la divulgation du secret professionnel.

Le premier témoin qu'entendra le magistrat instructeur sera son collègue M. Coutant.

FAITS DIVERS

PARIS

Double asphyxie accidentelle. — Deux jeunes filles, employées dans une crèmerie située 24, rue Montaigne, Mlle Lucie Germaine, âgée de vingt-trois ans, et Renée Duchemin, âgée de dix-sept ans, s'étaient endormies avant-hier soir en laissant allumé un réchaud de charbon.

Hier matin, on les trouva inanimées. La première était morte depuis plusieurs heures déjà. La seconde parvint à être ranimée, mais c'est, néanmoins, dans un état désespéré qu'elle a été transportée à l'hôpital Lariboisière.

Les accidents. — A 2 heures de l'après-midi, hier, M. Georges Lesot, âgé de soixante-trois ans, commis à la Bibliothèque Nationale, et demeurant 128, rue Saint-Maur, est tombé du troisième étage dans la cour de la Bibliothèque, rue Richelieu, et s'est tué sur le coup.

A la même heure, M. Théophile Annaert, âgé de trente-trois ans, journaliste belge, est tombé du premier étage dans la cour de l'immeuble qu'il habite, 129, quai de la Gare, et s'est fracassé le crâne.

Deux ouvriers de la Compagnie du gaz, nommés Auguste Chebery, âgé de quarante-huit ans, demeurant 30, rue Clavel, et Louis Wolf, âgé de soixante-huit ans, demeurant 33, rue Rébeva, ont subi un commencement d'asphyxie en nettoyant le robinet de prise de gaz de l'immeuble situé 22, rue Saint-Fargeau.

LA FERMETURE DES PATISSERIES

Conformément à l'arrêté du ministre du Ravitaillement, le préfet de police a rendu, hier, une ordonnance portant qu'à dater du 6 février 1917 les pâtisseries, ainsi que les rayons de pâtisserie existant dans les boulangeries, épiceries et autres établissements, seront fermés, à Paris et dans le département de la Seine, le mardi et le mercredi, sauf les mardis et les mercredis jours fériés. Les pâtisseries confiseurs et les glaciers devront également fermer leurs magasins ces jours-là. La vente et la consommation sur place de la pâtisserie sous toutes ses formes, fraîche, sèche ou de conserve, y compris la biscuiterie, sont interdites dans tous ces établissements les jours indiqués.

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 **PIGIER**
Rue de Rivoli, 53
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

Ayuntamiento de Madrid

LES CONTES D'EXCELSIOR

Monsieur Pierre

— Madame Lacroix, je vous prie?
— C'est au troisième... à droite de l'ascenseur, mais madame n'est pas chez elle.
— Croyez-vous qu'elle puisse tarder longtemps encore?
— Oh! non, monsieur... Madame rentre tous les jours vers six heures.

Curieuse, la concierge dévisageait le vieillard qui la questionnait doucement. C'était un homme d'une soixantaine d'années, simplement mis, mais irréprochablement soigné. Ses cheveux argentés et sa moustache blanche lui donnaient un air respectable, mais sa taille moyenne et son aspect timide lui enlevaient toute autorité.

— Si c'est pour une commission je pourrais la faire, proposa la concierge.

— Non, remercia le visiteur, non, non, je reviendrai moi-même tout à l'heure.

Et il sortit. Machinalement il regarda l'heure à sa montre. Il poussa un soupir, et, comme un homme en peine de sa personne, ne sachant que faire, il pénétra dans un café voisin.

Minutieusement il choisit une table à l'écart, puis, lorsque le garçon lui eut apporté la consommation qu'il avait demandée, il sortit de sa poche des coupures de journaux. Il les étala devant lui et, la tête entre les mains, lentement, lentement, il lut :

« Nous avons le plaisir de mettre sous les yeux de nos lecteurs une poésie inédite dont nous devons la réception à l'obligeance d'une de nos abonnées, Mme Lacroix, 12, rue X...
L'auteur de ce petit chef-d'œuvre désire conserver le plus strict anonymat. Nous respectons son désir, mais que le jeune poète daigne trouver dans ces lignes nos félicitations les plus sincères et les plus désintéressées :

Vingt ans... oui, j'ai vingt ans... Face au reître farouche,
C'est à toi que je pense...

Les autres coupures reproduisaient les vers de l'inconnu et chacun des journaux le louangeait davantage. Les éloges les plus flatteurs encensaient l'écrivain, faisant présager un maître, le poète de la guerre...

Sa lecture achevée, le petit vieillard rangea minutieusement ses feuillets dans une pochette de cuir, puis, ayant de nouveau consulté sa montre, il sortit du café, et, sans rien demander cette fois à la concierge, il sonna chez Mme Lacroix.

— Madame vient justement de rentrer... Qui dois-je annoncer?

— M. Pierre... mais mon nom ne dira rien...

La domestique fit entrer le visiteur dans un élégant boudoir. Quelques instants s'écoulèrent, et une portière de lourd brocart s'écarta lentement pour laisser passage à Mme Lacroix.

Tout d'abord étonné du luxe du salon, M. Pierre se repréna quand, de nouveau, il demeura saisi devant l'apparition. C'était une petite vieille toute cassée, une petite figure fanée, où le temps, en rides profondes, avait laissé d'affreuses traces. Seuls, dans tout le visage, les yeux étaient demeurés splendides, éclairant d'un regard perçant l'étrange physionomie. Coquette, la femme révélait son travers dans ses atours trop jeunes et, minaudant, elle pria le vieillard de s'asseoir.

— Vous vouliez me voir, monsieur?...

Mal remis, M. Pierre cherchait ses mots, mais tout d'un coup, rougissant comme un collégien récitaient une fable apprise à l'avance :

— J'ai lu les vers que vous avez adressés au *Petit Quotidien*, chère madame, et j'ai la hardiesse de venir vous demander le nom du jeune poète. Ce serait un crime de laisser cet écrivain dans l'ombre... Il faut savoir.

Mme Lacroix esquissa un geste vague.

— Je ne sais moi-même ce qu'il est devenu...

— Tué à l'ennemi? Alors ce serait un devoir...

Mais la petite vieille rougissait à son tour.

— Non, dit-elle, et vous allez comprendre. De vous à moi et à notre âge, cela n'a aucune importance. Les vers que j'ai envoyés au journal ne sont point d'aujourd'hui : ils ont été écrits pour moi en 70. J'en ai là, d'ailleurs, tout un tiroir ; des vers exquis, des poésies d'un talent rare... Oui... un jeune homme qui m'adorait et qui était parti se battre. Mais j'étais si jeune... je ne pouvais comprendre, et j'en aimais un autre... Lui, je vous le répète, je ne sais pas ce qu'il est devenu... je ne sais pas...

M. Pierre baissait les yeux. Lui, savait. Il revivait le dur calvaire. Cette idole qu'il avait adorée et qui l'avait dédaigné... Tous les vers que, depuis, il lui avait dédiés rechantaient dans sa tête de poète ignoré. Pauvre employé aux rêves d'or, il était à jamais demeuré fonctionnaire sans avoir pu connaître le bonheur infini de se voir imprimer. Maintenant, parvenu au terme de sa vie, il n'avait plus la force de lutter, il se contentait de souffrir.

Et, par contenance, il balbutia :

— Je n'ose insister, chère madame, mais soyez bonne : envoyez encore vos poésies, toutes vos poésies...

En reconduisant le visiteur, Mme Lacroix avait promis, mais c'est seulement quand la porte se fut refermée sur lui que le pauvre homme comprit toute sa détresse.

Et tandis que les yeux pleins de larmes il redescendait l'escalier, il ne savait plus s'il pleurerait sur la gloire inaccessible qui s'était refusée à lui ou sur le rêve d'amour de ses vingt ans...

SHERIDAN.

La Journée du 4 février

Dimanche prochain, par toute la France, on quêtera pour les anciens militaires tuberculeux.

Donnez votre obole.

En les sauvant vous préserverez la race de la contagion.

Le comité central « d'assistance aux tuberculeux anciens militaires », réuni sous la présidence de M. Léon Bourgeois, vient de décider que les insignes suivants seraient offerts au public à l'occasion de la « Journée des tuberculeux », qui aura lieu après-demain dimanche, 4 février :

1° Broche ou breloque Lalique, offerte au prix de 3 francs ; 2° épingles de cravate Lalique, 2 fr. ; 3° nœud tricolore, comportant une médaille de forme carrée, offerte au prix de 1 franc ; 4° une petite enveloppe contenant une collection d'insignes de la journée au prix de 2 francs. A noter que beaucoup de ces enveloppes renferment un bon gracieux pour un insigne artistique supplémentaire ; 5° des insignes métalliques estampés, au prix de 0 fr. 50 ; 6° des insignes en carton, reproduction des affiches d'Abel Faivre et de Lévy Durrmer, au prix de 0 fr. 20 ; 7° des insignes en carton moins artistiques, à 0 fr. 10 ; 8° des autographes relatifs à la tuberculose, émanant d'hommes illustres ou de personnalités en vue. Ces autographes seront vendus à partir de 0 fr. 50.

Suppression de trains sur le réseau du Nord

La Compagnie des chemins de fer du Nord nous informe que, à partir d'aujourd'hui, les trois trains-poste, aller et retour, entre Paris, Amiens, Le Tréport et Calais, sont supprimés et qu'un certain nombre d'autres trains desservant certaines villes de province sont également supprimés.

Le cas échéant, nos lecteurs feront donc bien de se renseigner dans les gares.

LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE A PARIS



La délégation des républicains espagnols que M. Lerroix, dont nous avons récemment publié une interview, avait précédée à Paris, est arrivée hier matin par la gare d'Orsay. Nos hôtes sont porteurs d'un album contenant 80.000 signatures

De gauche à droite (assis) : MM. Bandrés, conseiller municipal de Bilbao ; Horacio Echevarrieta, député de Bilbao ; Julian Nogués, député de Tarragone ; Alexandre Lerroux, chef du parti radical, député de Barcelone ; Aniceto Llorente, député de Valence ; E. de Alba ; Alvaro Calzado, représentant du parti radical. De gauche à droite (debout) : MM. Félix Martorell, alcalde de Constanti ; Celso Joaniquet, avocat libéral monarchiste de Madrid ; Juan Apancio ; José Bueno, représentant de l'Union républicaine ; Rufino Dibe, représentant de l'Union républicaine ; Juan Vidal, représentant de la députation républicaine de Tarragone ; Frederico Aldecote ; Luis Aranguren, adjoint du maire de Bilbao ; Mario Arrégui.

THÉÂTRES

PETITE GAZETTE DE LA COMÉDIE

Très intéressante matinée classique, hier. Au programme : *L'Ecole des Femmes*, que nous n'avions pas revue depuis le 15 janvier 1914, suivie de la *Critique de l'Ecole des Femmes*, que la Comédie n'avait pas affichée depuis le 27 janvier 1903. Une petite farce moderne, *L'Anglais tel qu'on le parle*, — avec Berr dans Eugène, — complétait le spectacle.

Dans *L'Ecole des Femmes*, Siblot et Mlle Nizan jouaient, pour la première fois, Arnolphe et Agnès. On s'est souvent trompé sur le caractère, l'âge et le physique de ces deux personnages. Pour beaucoup de gens, Arnolphe est un vieillard et Agnès une petite fille ! En réalité, le premier est un homme de quarante-deux ans, alerte, vigoureux, et Agnès une charmante personne dans la fraîche éclosion de sa beauté. Nous ne nous trouvons pas en présence d'un « vieux marcheur » et d'une enfant. La créatrice d'Agnès, Mlle de Brie, était une grande et belle fille ; parmi les interprètes du rôle figurent bon nombre de comédiennes grandes, sveltes, élancées. C'est l'éclatant succès de Mlle Reichenberg, en 1868, qui a créé — bien tard, vous le voyez — la tradition de la mignonne et menue Agnès.

Mais si Agnès ne doit pas nécessairement posséder cet extérieur, elle peut cependant nous être présentée sous l'aspect d'une petite ingénue. Mlle Nizan continue, aimablement, la lignée des Lifraud, des Muller et des Reichenberg.

Pour Siblot, qui succède directement à Bernard, dans un rôle joué avec succès par Laugier, Leloir, Got — je ne cite que les derniers titulaires, sans parler de Joliet, — il est excellent par l'ardeur de sa conviction qui n'affaiblit pas le comique du personnage, au contraire.

Emile MAS.

Théâtre Réjane. — On annonce pour mardi prochain la répétition générale de *Within the Law*, pièce de Bayard Weiler.

Art et solidarité. — Une matinée de gala, organisée par le ténor Romolo Tanoni, au profit des familles des artistes français et italiens tombés au champ d'honneur, aura lieu dimanche, à 1 heure 1/2, au Théâtre des Champs-Élysées, sous la présidence de M. A. Dalimier, ministre des Beaux-Arts ; de S. E. le marquis Salvago Raggi, ambassadeur d'Italie ; de M. le sénateur Rivet, président de la Ligue Franco-Italienne.

Au programme, un acte de *Rigoletto* avec Rose Ramos, et la *Traviata* avec Mlle Alys Michot. MM. Troselli, G. Clauzure, Corsini, Romano, Costel, E. Vallobra, Mlle Flora Bertini, Marini. L'orchestre sera dirigé par le maestro Balbis.

De Monte-Carlo. — M. René Comte-Offenbach poursuit avec le plus vif succès la série des représentations chorégraphiques qu'il organise au bénéfice des œuvres de guerre.

Le délicieux ballet *Au Japon*, de M. Louis Ganne, sous la direction de l'auteur, a ravi le public. Mlle Baldi y fut très applaudie.

Les concerts, également donnés au bénéfice des œuvres de guerre, se succèdent avec la plus heureuse variété et avec le concours de brillants artistes.

Aux Concerts Modernes, dirigés par M. Georges Lauweryns, Mlle Ira Novi, violoniste, et Mlle Hélène Fabre, pianiste, furent acclamées.

Ce furent, aux Concerts Symphoniques dirigés par M. Louis

Ganne, le remarquable violoniste M. Raymond Durot et la brillante cantatrice Mlle Laure Bergé.

Aux Concerts Classiques, dirigés par M. Léon Jehin, le public a chaleureusement applaudi la virtuosité et la délicatesse de la parfaite pianiste Mlle Germaine Lefort.

Ba-Ta-Clan. — Aujourd'hui, débuts à Ba-Ta-Clan : la célèbre receveuse de tramway, Miloska, qui étonnera tout Paris. Non contente de ces sensationnels débuts, Mme Rasini a voulu encore corser la fameuse revue *Anticafardiste*, en y ajoutant le nom de Marcelle Yrven, qui jouera les *Propos de la maréchale*.

CINEMAS

AU GAUMONT-PALACE, « JUDEX » (La meute fantastique)
LES EPAVES

Depuis quinze jours qu'ils tiennent l'écran, les héros de *Judex* sont déjà célèbres et aimés du public. Aujourd'hui, les exploits de la « Meute fantastique » viennent ajouter une note nouvelle et passionnante aux précédentes aventures.

Ce grand roman d'aventures est précédé d'une comédie dramatique en quatre parties, *Les Epaves*. Ce grand film artistique est interprété merveilleusement par la troupe habituelle des théâtres Gaumont.

Le spectacle commencera à 8 h. 15 précises. Location 4, rue Forest, 11 à 17 h. Tél. Marcadet 16-73.

Ce soir

Opéra. — Samedi, 7 h. 30, *Roméo et Juliette*.
Comédie-Française. — Relâche.
Opéra-Comique. — Samedi, 7 h. 30, *Sapho*, *Elvira*.
Odéon. — Relâche.
Théâtre-Lyrique. — 8 h., *Véronique*.
Antoine. — Relâche.
Bouffes-Parisiens. — 8 h. 15, *Jean de La Fontaine*.
Châtelet. — 8 h., *Dick*, *roi des chiens pottiers*.
Gaité. — Relâche.
Grand-Guignol. — 8 h. 30, *les Yeux de Wormeloo*.
Th. Edouard-VII. — 9 h., *Son petit frère*.
Gymnase. — 8 h. 30, *la Veille d'armes*.
Nouvel-Ambigu. — 8 h. 30, *Mam'zelle Ndouche*.
Th. Michel. — 8 h. 45, *l'Accord parfait*, *Je te jette par la fenêtre*.
Palais-Royal. — 8 h. 30, *Madame et son fils*.
Cluny. — 8 h. 15, *Une nuit de nocces*.
Porte-Saint-Martin. — 7 h. 30, *Cyrano de Bergerac*.
Apollo. — 8 h., *les Maris de Ginette*.
Athénée. — 8 h. 30, *Chichi*.
Capucines (tél. Gut. 56-40). — 8 h. 30, *Crème-de-Menthe...*
Allo ! revue : *la Clef* ; *Aux chandeliers*.
Réjane. — 7 h. 45, *l'Oiseau bleu*.
Renaissance. — 8 h., *la Guerre et l'Amour*.
Sarah-Bernhardt. — 8 h., *l'Attila* (sauf lundi et vendredi).
Scala. — 8 h., *la Dame de chez Maxim*.
Variétés. — 8 h. 15, *Mouche* (Max Dearly, Jane Renouardt).

MUSIC-HALLS

Olympia (Central 44-68). — 2 h. 30 et 8 h. 30, 20 vedettes et attractions.
Ba-Ta-Clan. — 8 h. 30, *l'Anticafardiste*, revue.

CINEMAS

Gaumont-Palace. — 8 h. 15, *Judex* (3^e épisode). Loc. 4, r. Forest, 11 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

COURS ET CONFÉRENCES

Université des « Annales » (51, rue Saint-Georges, Paris). — Aujourd'hui vendredi 2 février, à 2 h. 1/2 : la *Renaissance par la terre*, conférence par M. Jean Richepin, de l'Académie française.

TIRAGES FINANCIERS

Ville de Paris 1905. — Le numéro 241747 gagne 100.000 francs. Les deux numéros suivants : 188049, 115072 gagnent chacun 25.000 francs.
50 numéros sont remboursés chacun par 1.000 francs.
2.998 numéros sont remboursés au pair.

La Bourse de Paris
DU 1^{er} FEVRIER 1917

Le marché conserve son allure calme et soutenue des jours précédents et les cours se retrouvent à un niveau peu éloigné de celui de la veille. Dans le groupe de nos rentes, le 5 0/0, qui détachait son coupon trimestriel de 1 fr. 25, se représente sans aucun changement à 87,50. De même le 3 0/0 se retrouve à 82,25. Aux fonds étrangers, l'Extérieure s'améliore à 102,40 ; Russes peu ou pas modifiés.

Du côté des établissements de crédit, le Lyonnais demeure soutenu à 1.186, le Crédit Franco-Egyptien à 130.

A noter quelques plus-values parmi nos grands Chemins, sur l'Est à 750 et sur le Midi à 910. Les lignes espagnoles restent sur leur reprise de la veille.

Les Cuprifères n'ont donné lieu qu'à de rares transactions.

En banque, les industrielles russes sont réalisées.

COURS DES CHANGES

Londres, 27,79 ; Suisse, 116 1/2 ; Amsterdam, 237 1/2 ; Pétersbourg, 164 1/2 ; New-York, 383 1/2 ; Italie, 80 1/2 ; Barcelone, 622.

MARCHÉ A LONDRES

La tonne de 1.016 kilos : Cuivre Chili disp., 134 ; cuivre liv. 3 mois, 130 ; électrolytique, 143 ; étain comptant, 193 ; étain liv. 3 mois, 194 ; plomb anglais, 31 1/2 ; argent (l'once), 37 d. 5/10.

qualité et quantité
sont obtenues avec
les plats cuisinés
et les mets froids
PORTANT COMME GARANTIE
LA MARQUE
Amieux frères
TOUJOURS
A
MIEUX
ET LA DEVISE :

**GOUTTES
DES
COLONIES**
DE CHANDRON
CONTRE
**MAUVAISES DIGESTIONS,
MAUX D'ESTOMAC,
DIARRHÉE, DYSENTERIE,
VOMISSEMENTS, CHOLÉRIE**
**PUISSANT ANTISEPTIQUE DE
L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN**
DANS TOUTES LES PHARMACIES.
VENTE EN GROS : 8, r. de Vienne Paris.

VARICES-PHLEBITE

Les *Varices* sont des dilatations veineuses qui occasionnent de la pesanteur, de l'engourdissement et de la douleur. Leur rupture engendre les ulcères variqueux qui sont difficilement guérissables. Mal placés, elles constituent soit les *Varicocèles*, soit les *Hémorroïdes*, deux très désagréables infirmités. La *Phlébite* est une redoutable inflammation des veines qui peut se compliquer d'embolie mortelle et qui, dans les cas moins graves, amène des douleurs et de l'impotence. Fort heureusement

L'Elixir de VIRGINIE NYRDAHL prévient et guérit radicalement ces affections par son action sur le système veineux. Envoi gratuit et franco de la brochure explicative en demandant : Produits NYRDAHL, 20, r. de La Rochefoucauld, Paris.

Le produit authentique dénommé Elixir de Virginie porte toujours la signature de garantie Nyrdahl. - Ventes toutes pharmacies.

ZÉNITH



Le programme pour l'obtention du brevet militaire d'aptitude automobile comporte « l'Étude du Carburateur Zénith. » (Les Journaux.)

SOCIÉTÉ DU CARBURATEUR ZÉNITH

Siège soc. et Usines, 51, chem. Feuillat, Lyon. Maison à Paris, 45, rue du Débarcadere. Usines et suc., LYON, PARIS, LONDRES, BRUXELLES, LA HAYE, MILAN, TURIN, DETROIT, NEW-YORK, GENEVE.



Le siège social à Lyon répond par courrier à toute demande de renseignements d'ordre technique ou commercial.

ENVOI IMMÉDIAT DE TOUTES PIÈCES

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie 19, rue Cadet, Paris. — Volmard.

FEUILLETON D' « EXCELSIOR » DU 2 FÉVRIER 1917

30

E.-M. LAUMANN et JEAN BOUVIER

L'OTAGE

Grand roman d'aventures et de guerre

DEUXIÈME PARTIE

LES VOIES TRAGIQUES

III

Dans la rafale

Nous avons laissé notre charmante héroïne, Germaine Bernandois, en compagnie du petit Joris...

Fuyant la ferme incendiée, et le vieux bûcheron parti lui aussi vers sa destinée, Joris avait pris Germaine par la main pour l'entraîner à travers champs.

Epouvantée, affolée, tremblante, la fillette se laissait conduire par ce jeune garçon qui portait un sac sur son épaule. Mais il était devenu bien léger, ce sac ; la poule, les œufs n'existaient plus. Seules, quelques pommes de terre y demeuraient encore.

Où allaient ainsi les deux enfants ?

Ils ne savaient pas. Ils fuyaient au hasard, poussés par leur instinct, loin des violences, des brutalités, du feu et du sang, vers l'horizon de collines boisées qui se découpait en dentelle, au loin, très loin, sous le dôme tranquille et pur du ciel.

Dans leur course échevelée, ils traversaient sans y prendre garde les terres couvertes de moissons, les bois touffus, les landes et les jachères fleuries de bruyères et semées d'ajoncs piquants.

Leurs jambes et leurs mains se déchiraient aux épines des buissons et des haies ; ils ne sentaient

pas la douleur. Leurs muscles se brisaient en escadant les fossés ; ils ne sentaient pas la fatigue. L'épouvante qui dilatait leurs prunelles décapait leurs énergies. Dans leurs cerveaux surchauffés, bouleversés par l'horreur des réalités atroces, il ne restait qu'une idée fixe, tenace... se sauver, mettre le plus de terrain possible entre eux et les Allemands.

Joris revint cependant le premier à une conception moins désordonnée des événements et des choses.

C'était un petit gars solide, courageux et légendaire, qui savait se dominer en toutes circonstances, et que le malheur n'abaissait jamais complètement.

Après deux heures de marche, il s'aperçut que sa petite compagne pouvait à peine se soutenir.

Il remarqua aussi qu'il avait, comme on dit vulgairement, perdu le nord et qu'il était temps d'orienter sa fuite. Sinon, il risquait de s'égarer et de retomber peut-être dans les mains de l'ennemi.

— Arrêtons-nous un instant, dit-il à Germaine, qui profita immédiatement du répit pour se coucher dans l'herbe tout de son long...

Puis elle demanda :

— Où sommes-nous ici ?... Bien loin de la ferme, n'est-ce pas ? Bien loin des Boches ?

— Je sais que nous sommes assez éloignés de la ferme de mes parents, répondit Joris. Mais j'ignore exactement où nous nous trouvons par rapport aux Boches... C'est pour cela que je m'arrête, tu comprends...

— Qu'allons-nous faire, Joris ? Qu'allons-nous devenir ?

— Ne te tourmente pas, Germaine. Je vais m'orienter, observer, écouter... Dans nos campagnes belges, les bruits passent dans le vent et s'envolent avec lui. Il suffit de les écouter et de les comprendre...

— Quels bruits, Joris ?

— Les bruits de pas, les roulements de voiture,

les sons de cloche. Tranquillise-toi. Je me suis juré de te tirer d'affaire... Je tiendrai mon serment...

Il ajouta, après une seconde de silence :

— Je me suis juré aussi de venger mes parents assassinés par les Boches et, quoi qu'il arrive, quand je devrais attendre dix ans, vingt ans, je les vengerai...

Il prononça ces mots lentement, d'un ton solennel et grave. Puis tout aussitôt il bondit comme un chat sur le haut d'un fossé, regardant, écoutant, observant les quatre points cardinaux dans une immobilité de statue...

Germaine écoutait elle aussi de toutes ses oreilles. Au sud et à l'ouest, on ne percevait que le frémissement du vent dans les feuilles et quelques meuglements de bestiaux au pacage...

Mais au nord et à l'est, c'est-à-dire derrière eux et à leur gauche, une sourde rumeur montait, s'enflait pour venir en s'amusant mourir à l'écho.

Cette rumeur semblait faite de roulements de canons sur des routes, de martèlement de pas, de bruits de voix : le tout fondu, amalgamé dans une vibration unique...

Joris comprit bien vite le sens de cette vibration. Il sauta du fossé et dit à Germaine :

— Voilà ! Les Boches en nombre considérable, un corps d'armée, une armée peut-être, s'avancent dans notre direction, en arrière et à notre gauche. Toutefois, ils sont encore loin. Nous conservons sur eux une belle avance.

— Alors, Joris ?

— Alors, ma petite Germaine, bien que tu sois exténuée, il faut nous remettre en route immédiatement. Nous marcherons dans la direction opposée aux bruits... c'est-à-dire d'abord devant nous, puis nous appuierons un peu à droite...

— Allons ! J'ai confiance en toi. Allons vite. S'ils nous prennent, ils nous tueront, comme ils ont tué tes parents. Fuyons, je t'en prie, je pourrai encore marcher, je t'assure.

(A suivre.)

Ayuntamiento de Madrid

En raison du froid l'Angleterre a, elle aussi, sa crise du charbon



La vague de froid qui vient de passer sur la France n'a pas épargné la Grande-Bretagne et, pour la première fois sans doute, le charbon a manqué à Londres chez les marchands au détail. L'approvisionnement en combustible des usines de guerre a provoqué cette crise : 1° Les clients se pressent devant une petite boutique pour acheter quelques sous de charbon ; 2° Une fillette utilise une voiture de bébé pour porter un sac ; 3° deux enfants qui peuvent à peine emporter leur charge.

Ayuntamiento de Madrid